

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALSACHIMIE

CHALAMPE
BP 267
68100 Mulhouse

Références : 0006700538_2024_11_04_Alsachimie-VI-PPC-air
Code AIOT : 0006700538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 Chalampé. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampé, Bantzenheim et Ottmarsheim.

La plateforme WEurope est dédiée à la production d'intermédiaires principalement destinés à la fabrication du Nylon 6-6. Ces activités sont exploitées notamment par les sociétés ALSACHIMIE et BUTACHIMIE. A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installation classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par

l'arrêté préfectoral du 25 août 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Condition de surveillance des appareils de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande d'action corrective	2 mois
7	Condition de transmission des mesures réalisées	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	dilution des rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 2	Sans objet
2	Conduits et installations raccordés	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 3.2.2.2	Projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration
3	Respect des Valeurs limites d'émission	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 3	Levée de mise en demeure et projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration
4	Programme de surveillance Nox	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 4	Sans objet
5	Analyse des mesures	AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 4	Projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de l'inspection ont permis de lever la mise en demeure du 23 février 2022, dont certaines prescriptions ne sont plus adaptées au fonctionnement de l'établissement.

Cette visite a mis en exergue un besoin de mettre à jour les prescriptions sur les conduits atmosphériques, les flux atmosphériques de l'exploitation.

Néanmoins, l'inspection demande des actions correctives dans un délai de deux mois sur :

- l'application des droites d'étalonnage QAL 2 dans le système d'exploitation;
- la fourniture de l'AST d'août 2024;
- la vérification du délai de maintenance pour le QAL 3.

Par ailleurs, les conditions de mesures, notamment en température et pression sont à justifier par l'exploitant pour les appareils de mesure continue des polluants sur les ateliers AA3, AA5, AA6, et revalorisation N2O dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dilution des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, dilution des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé :</p> <p>« La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...)»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a soumis, le 14 octobre 2024 à l'inspection, un document intitulé 'PM-23-00030-Adipiques-G5420', qui décrit les modifications visant à éliminer la dilution des émissions du conduit 8 (IRMA). Ces modifications incluent l'installation d'une vanne automatique, équipée d'un système d'enregistrement, destinée à empêcher l'entrée d'air durant les mesures des émissions atmosphériques.</p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a constaté sur l'ordinateur du bureau de contrôle des opérateurs que cette vanne était maintenue ouverte à 20 % chaque jour pour des raisons de sécurité des agents. De plus, pour la mesure effectuée le 24 juin 2024 par le bureau de contrôle, les enregistrements montrent que la vanne a bien été fermée lors des prélèvements. L'ordre de travail manuscrit mentionne également l'obligation de la fermeture de la vanne lors de l'intervention du prestataire. Cependant, cette information n'apparaît pas dans le rapport de contrôle.</p> <p>L'inspection a également permis de visualiser l'équipement installé sur le conduit.</p> <p>Ce constat permet de lever la mise en demeure</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection recommande d'indiquer dans le rapport de contrôle les conditions de fermeture de la vanne.

L'inspection demande également à l'exploitant d'étudier la possibilité de mettre en place un asservissement entre l'ouverture de la trappe de mesure et la fermeture de la vanne permettant l'admission d'air en amont du point de mesure. Cette mesure technique permettrait de s'affranchir de toute erreur opératoire lors des campagnes de mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Conduits et installations raccordés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 3.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordés

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Type de procédé
2	Torche Olone	Torche de sécurité
7	Atelier adipique 3 – Effol	Fabrication d'acide adipique
8	IRM	Récupération de l'acide nitrique, métaux et AGS dans les effluents des ateliers d'acides adipiques
10	Atelier acide nitrique	Fabrication d'acide nitrique
11	Atelier adipique technique 4	Fabrication d'acide adipique
12	Atelier adipique technique 5	Fabrication d'acide adipique
13	Atelier adipique technique 6	Fabrication d'acide adipique
14	Atelier revalorisation N ₂ O	Traitement du N ₂ O et des NO _x
15	NADIP 1	Séchage et chargement de l'acide adipique
16	NADIP 2	Séchage et chargement de l'acide adipique
17	Sel nylon sec	Fabrication de sel nylon
18	CT1265 (selNsec)	Sortie assainissement sel N sec
19	CT1235 (selNsec)	Sortie cyclone froid sel N sec

Les émissions atmosphériques des ateliers adipiques techniques 3, 4, 5, 6 sont entièrement reliées à l'installation de récupération des vapeurs nitreuses ; les rejets de ces installations sont traités en marche normale à l'atelier de valorisation N₂O hormis dans les phases d'arrêt et de démarrage de ces installations ou de mise en sécurité temporaire de l'atelier de revalorisation du N₂O. La partie purification de l'atelier AA3 et l'atelier AA4 ne sont pas autorisés à fonctionner.

Constats :

L'exploitant rappelle en introduction que l'atelier adipique technique 4 est à l'arrêt définitif. L'atelier d'acide nitrique (ANK) est également arrêté depuis 2022 sans visibilité sur son redémarrage.

Les surveillances des mesures continues des ateliers adipiques de 2024 montrent des rejets des conduits 7, 12 et 13. L'exploitant déclare qu'il s'agit de dysfonctionnement de l'atelier de revalorisation des N₂O et que ces rejets proviennent d'opérations de mises en sécurité temporaire de l'atelier.

L'exploitant écrit par mail du 13 novembre que les conduits ont été émissifs moins de 270 heures (1.3%) pour l'année 2024. Il propose dans ce mail un temps global de non traitement des 3 émissaires à 5 % (1300 heures), basé sur le suivi des conduits concernés des 6 dernières années.

<p>Étant donné que les activités de verrerie et d'incinération sont encadrées par une prescription relative aux nombres d'heures de dysfonctionnement de 250 à 300 heures, l'inspection proposera de retenir 3% pour les 3 émissaires concernés.</p> <p>Étant donné l'absence de précision des conditions d'utilisation des conduits de rejets AA3, AA5 AA6 en mode dégradé, la prescription de l'arrêté préfectoral est inadaptée</p> <p>Ces éléments feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Prescriptions inadaptées - projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration</p>

N° 3 : Respect des Valeurs limites d'émission

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des Valeurs limites d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le 31 mars 2022, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 27-4a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</p> <p>« 4 - Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) :</p> <p>a) Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³.»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, le 14 octobre 2024, le rapport du bureau de contrôle concernant l'intervention effectuée le 7 août 2024. Ce rapport indique que le prélèvement effectué sur le conduit 8 (IRMA) a révélé un niveau de 702 mg/Nm².</p> <p>L'exploitant a soumis, le 31 juillet 2023, une description sommaire d'un projet concernant ce conduit, avec l'objectif d'effectuer des travaux de mise aux normes d'ici 2026. Il est précisé que ce projet vise à relier le conduit à l'atelier de conversion du N₂O, avec un investissement prévu d'un million d'euros.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a affirmé avoir réalisé une étude de faisabilité qui propose de diriger les rejets du conduit 8 vers le circuit de récupération des vapeurs nitreuses existant sur l'atelier AA3. Les travaux nécessaires, déjà budgétés, sont estimées à 2,5 millions d'euros et devraient être achevés d'ici la fin de l'année 2026, lors de l'arrêt technique. Des repérages ont déjà été effectués sur le terrain en préparation de ces travaux.</p> <p>Un dossier de porter à connaissance devrait être soumis à l'inspection selon les déclarations de l'exploitant en début d'année 2025.</p> <p>L'exploitant a écrit par mail le 13 novembre pour apporter un éclairage supplémentaire sur le sujet:</p> <ul style="list-style-type: none"> • courrier du 25 mars 2022 de l'exploitant exprimant son interprétation différente de la mise en demeure, mais sa volonté de se conformer à celle-ci • une déclaration annuelle de quantité de NOx de l'établissement pour 2021 de 125 tonnes, soit 15 kg/heure en moyenne, • une baisse de production liée à la situation économique diminuant les rejets atmosphériques de NOx à 6.1 kg/h en 2022 et 5.7 kg/h en 2023, <p>Suite à ces éléments et la visite du terrain, l'inspection constate que le flux horaire de l'établissement en NOx ne dépasse pas depuis 2 ans les 7 kg/h.</p> <p>Au regard des modifications engagées, les prescriptions réglementaires devront être actualisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure - projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration</p>

N° 4 : Programme de surveillance Nox

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance Nox</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Pour le 31 juin 2023, l'exploitant transmet à l'inspection des installations un état des lieux des rejets en NOx des installations émettrices de son site (soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

L'exploitant s'attachera à caractériser pour chaque émissaire concerné, les concentrations et flux maximums atteints, ce pour des périodes horaires, journalières, mensuelles et annuelles. L'exploitant proposera un programme de surveillance pour le paramètre NOx, (pour chacun de ses émissaires) basé sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, en prenant en considération pour les conditionnalités de flux les émissions totales de ses installations soumises à cet arrêté ministériel. En outre, pour sa proposition, l'exploitant prendra en compte les constats réalisés dans le cadre de la visite d'inspection du 25 octobre 2021. Il appartiendra par ailleurs à l'exploitant de démontrer que les valeurs limites d'émission qu'il proposera au-delà d'être conformes aux dispositions ministérielles, seront conformes aux dispositions des documents BREF direct en transverses qui lui sont opposables, et compatibles avec les objectifs de protection de la qualité de l'air, et de préservation de la santé des tiers.

Constats :

Le 31 juillet 2023, l'exploitant a soumis une analyse des rejets en NOx de son établissement. Ce rapport présente notamment :

- les concentrations et les flux maximaux enregistrés pour l'année 2021, avec des détails sur les flux journaliers et mensuels ;
- les valeurs limites d'émission (VLE) applicables aux différents conduits de l'autorisation préfectorale (AP) et de l'autorisation ministérielle (AM) ;
- une interprétation de la réglementation ainsi que les propositions formulées par l'établissement ;
- une suggestion visant à réduire les flux de NO2.

Ce document répond aux exigences de la prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC). Les modifications des flux feront l'objet d'un arrêté préfectoral supplémentaire

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2022, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des mesures

Prescription contrôlée :

6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé :

«Le rapport traite en outre de l'interprétation :

[...]

- des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, [...]

- des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. »

Constats :

Cette prescription est à considérer en rapport avec le constat 3. Étant donné que la prescription est inadaptée pour le conduit 8 et le projet de modification de l'installation prévu pour 2026, la demande est obsolète.

Type de suites proposées : Prescriptions inadaptées - projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration

N° 6 : Condition de surveillance des appareils de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de surveillance des appareils de mesure
Prescription contrôlée : II.- Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'inspection a choisi de vérifier l'équipement de l'atelier de valorisation N2O. L'exploitant a exposé le document considéré comme QAL 1 en salle. Cet élément ne constitue pas un QAL 1 . Il précise qu'un projet de changement des appareils de mesure est prévu pour 2025. Le QAL 2 réalisé en fin mars 2021 indique des droites d'étalonnage pour le Nox, de $y=0.96 x$, et le Co2, $y=0.98 x$. L'exploitant indique ne pas intégrer ces droites dans son logiciel d'acquisition ce qui implique $y=x$ qui est plutôt en sa défaveur. Il interprète la norme comme une recommandation pour ce sujet. L'exploitant présente en salle l'AST du 1 juin 2023. Pour l'année 2024, il a été réalisé le 5 et 6 août 2024. Le QAL 3 est mis en œuvre tous les 2 mois. L'exploitant a montré le suivi par carte de contrôle pour l'année 2024. Il a exposé les mesures d'étalonnage faites pour le CO ? où l'écart acceptable entre le gaz d'étalonnage et l'AMS défini par la procédure est de 60 ppm (7 à 8 % d'incertitude). Un exemple d'enregistrement de recalage de la valeur de l'appareil a été exposé en date du 28 mars 2024. La maintenance annuelle est programmée sur le logiciel tous les 15 mois. Les dernières interventions datent du 9 janvier 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Etant donné que le QAL 1 n'est pas transmis, le QAL 2 et QAL 3 doivent être réalisés avec une grande attention. L'inspection demande l'intégration des droites d'étalonnage dans le système d'exploitation. Sous 2 mois, l'exploitant doit remettre : <ul style="list-style-type: none">• la démonstration de l'intégration des droites d'étalonnage dans le logiciel,• les résultats de l'AST• la vérification de la fréquence de maintenance des appareils
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Condition de transmission des mesures réalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de transmission des mesures réalisées
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.[...]
Constats : Dans le cadre du contrôle réalisé, l'inspection a été amenée à contrôler un fichier de transmission des rejets en polluants (NO, NO2, CO, etc) des émissaires AA3, AA5, AA6 et revalorisation N2O.

Ce fichier fait apparaître une concentration en NO en ppm. Selon les déclarations de l'exploitant cette concentration étant en concentration volumique, il n'y a pas lieu de lui appliquer une correction afin de ramener cette mesure aux Conditions Normales de Température et de Pression. Or le dispositif utilisé pour la mesure se base sur une technologie infrarouge, qui par définition mesure un nombre de molécule dans un volume prédéfini par l'appareil (donnée intrinsèque à l'équipement), le dispositif établit en théorie une concentration molaire, qu'il retranscrit en ppm par le biais des données qu'il acquiert pendant la mesure. Le volume prédéfini est en théorie mesuré aux température et pression du procédé, et non aux CNTP. L'Inspection n'a pas été en mesure de déterminer par le biais de l'examen des documentations techniques à sa disposition, si la pratique de l'exploitant était conforme à la prescription contrôlée. Ainsi il appartient à ce dernier d'en faire la démonstration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de démontrer que les appareils utilisés pour la mesure en continu des polluants sur les ateliers AA3, AA5, AA6, et revalorisation N2O, dispose intrinsèquement d'un système de prendre en compte les CNTP ou de s'en affranchir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois